

Le poids du nombre

In: Cahiers d'études africaines. Vol. 37 N°146. 1997. pp. 467-500.

Citer ce document / Cite this document :

Gascon Alain. Le poids du nombre. In: Cahiers d'études africaines. Vol. 37 N°146. 1997. pp. 467-500.

doi : 10.3406/cea.1997.3523

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cea_0008-0055_1997_num_37_146_3523

Résumé

Résumé

La Corne de l'Afrique est bouleversée, depuis plus de vingt ans, par des crises politiques, claniques et « ethniques » sur un fond de sécheresses récurrentes provoquant disettes et famines. L'article propose une analyse comparative des révolutions et des réformes agraires en Somalie, en Ethiopie et en Erythrée, souvent présentées hâtivement comme des copies « africaines » du système soviétique. Les systèmes traditionnels de tenure, qui, en Ethiopie, ont échappé à l'impact des colonisations européennes, écartaient les pouvoirs politiques de la transmission et de l'attribution des tenures. Les régimes militaro-marxistes, urbains, ont voulu contrôler les paysans et les éleveurs en s'octroyant le droit de donner et de reprendre la terre. Ils ont profité de l'affaiblissement des sociétés rurales fragilisées par les sécheresses pour les déposséder et mieux relever, disaient-ils, le défi de la croissance de la population. La détérioration continue de la situation alimentaire, les déplacements forcés de population et la reprise des combats ont détaché de la population des régimes autoritaires qui avaient proclamé la réforme agraire. Les autorités nouvelles annoncent la privatisation prochaine des terres tout en s'efforçant de maintenir un secteur étatisé. Pour le moment, les gouvernements maintiennent le statu quo craignant les troubles agraires et l'accélération de l'exode rural : le contrôle de la terre reste entre les mains des communautés locales.

Abstract

Abstract

Land and people in the Horn of Africa. — For more than 20 years now, the Horn of Africa has been disrupted by political, clannish and « ethnique » crises against a backdrop of recurrent droughts that have brought along food shortages and famines. A comparative analysis is proposed of land reforms and revolutions in Somalia, Ethiopia and Eritrea, which are often hastily presented as « African » copies of the Soviet System. Traditional Systems of land tenure (which, in Ethiopia, were not affected by European colonization) kept political authorities out of matters related to the transmission and attribution of tenures. By seizing the right to give and take back land, Marxist, military—urban—governments wanted to have a grip over the people who raised livestock or worked the land. Taking advantage of the fact that droughts had weakened rural societies, these governments took the land in order to—they claimed—to better deal with population growth. The ever worsening food situation, the forced displacement of people and the resumption of combat led to a break between the people and the authoritarian governments that had proclaimed land reform. New authorities have announced that land will soon be privatized, although they are also trying to retain a state-owned sector. For the time being, governments are maintaining the status quo; for they fear agrarian unrest and an ever growing emigration from rural areas. Control of the land still lies in the hands of local communities.

Alain Gascon

Le poids du nombre

La terre et les hommes dans la Corne de l'Afrique*

Comme le Sahel, la Corne de l'Afrique a subi, au début des années 1970, des sécheresses récurrentes, causes de disettes et de famines beaucoup plus graves qu'à l'ouest du continent. Les États, débordés, se résignèrent à faire appel à l'aide internationale et les médias, accourus pour couvrir les événements, dénoncèrent l'incurie et l'imprévoyance de gouvernements responsables, en outre, du retard des secours. Les gouvernants, déconsidérés auprès des populations, furent chassés par des coups d'État menés par des officiers. Après avoir partagé les terres et évincé les maîtres traditionnels du sol, étiquetés « féodaux » pour la circonstance, ces militaires ont acclimaté le « socialisme scientifique ». Dix ans plus tard, une nouvelle famine, aussi grave que celle qui avait marqué la fin de l'« Ancien Régime », révéla l'échec des politiques coercitives et accéléra le déclin des *Panzersozialismus* africains. Les grandes puissances, longtemps impliquées dans ce théâtre périphérique de la guerre froide, se tiennent maintenant sur la réserve, surtout après l'échec de l'intervention de l'ONU en Somalie. Instabilité politique et guerre civile, disette et propagation de l'épidémie de sida, toutes ces images n'évoquent-elles pas l'Europe du XVII^e siècle ravagée par la « trilogie du malheur » : la peste, la famine et la guerre ?

L'actualité de la Corne de l'Afrique brouille encore plus les cartes. La Somalie, le seul État « homogène » au sud du Sahara, que d'aucuns imaginaient comme le prototype de l'État-nation « moderne » qui se substituerait immanquablement aux empires multinationaux, éclate en une « dérive clanique » inexorable et inexplicable (Gascon 1992). La sécession

* Note sur la transcription des termes vernaculaires :

Éthiopie. — À l'exception des caractères suivants, tous les signes utilisés notent, approximativement, les mêmes sons qu'en français. Voyelles : ä (1^{er} ordre) entre *a* et *e* ; u (2^e ordre) *ou* ; e (6^e ordre) entre *i* et *e*. Consonnes : ñ, valeur *ny* (exemple : canyon) ; š, valeur *ch* (exemple : château) ; č, valeur *tch* (exemple : tchèque). Consonnes « explosives » : ċ, ṭ, ṣ, comme dans tsé-tsé. Chaque lettre correspond à un son et les consonnes redoublées, pertinentes, se prononcent. Somalie. — Orthographe officielle. Les voyelles redoublées correspondent à des voyelles longues qui se prononcent et sont pertinentes.

de l'Érythrée et l'indépendance de fait du Somaliland restaurent des frontières coloniales dans un continent qui a pourtant payé un si lourd tribut à la colonisation. À la confusion qui règne sur le terrain, s'ajoute l'embarras des médias qui, faute d'informations sur les arrière-pays, recourent à des grilles d'explication passe-partout qui ne décryptent que les luttes au sein des microcosmes des capitales.

Pourtant, tout n'est pas désastre : la guerre est terminée entre l'Éthiopie et l'Érythrée, la tension a diminué à Djibouti et dans l'ex-Somaliland, des exilés et des réfugiés reviennent et la reconstruction commence¹. On a caricaturé ces conflits en opposition manichéenne, « éternelle » : éleveurs contre agriculteurs, musulmans contre chrétiens, « féodaux » contre « progressistes », ethnie contre ethnie, peuple contre peuple, Somalie contre Éthiopie, Éthiopie contre Érythrée... Tout n'est pas désordre, tout n'est pas mêlée indistincte, tout n'est pas maelström confus. Ces affrontements ont un sens, notamment les luttes menées par éleveurs et paysans pour la maîtrise du sol. Ainsi, depuis vingt ans, des communautés de pasteurs et de cultivateurs, enracinés sur leurs parcours et sur leurs terroirs, ont résisté à un ordre coercitif étatique qu'il ait été imposé au nom de la Tradition, qu'il ait été imposé au nom des larges masses, au nom de la science ou au nom du progrès, alors que leur effectif faisait plus que doubler dans le même laps de temps.

Le contrôle de la terre : le legs de l'histoire

Le contrôle lignager chez les pasteurs et les agriculteurs

Toutes les études des systèmes fonciers et fiscaux montrent que les droits sur le sol appartenaient aux communautés locales, tant chez les pasteurs des basses terres que chez les cultivateurs des hauts plateaux, sans que les pouvoirs politiques aient jamais pu se prévaloir d'une quelconque « propriété » éminente du sol. Quand les colonisateurs décrétèrent la domanialisation des terres confisquées aux rois, aux émirs ou aux sultans, à l'Église ou aux *waqf* et aux *habûs*², ils ne prenaient pas la suite des autorités indigènes, comme ils l'affirmaient, mais imposaient des droits nouveaux. Perçus comme des intrus, leurs prétentions suscitèrent des oppositions farouches et réconcilièrent des segments de populations autochtones, pourtant traditionnellement opposés.

1. Comme je l'ai noté au cours de ma mission effectuée en Éthiopie (décembre 1995-janvier 1996) pour le CNRS et le ministère des Affaires étrangères.
2. *Waqf* et *habûs* : biens fonciers concédés pour l'entretien des mosquées.

Sur les hautes terres comme au ciel

La principale différence, que l'on peut déceler à l'intérieur des systèmes « lignagers » de tenure, est dans le mode de consignation et de conservation dans les archives et dans la mémoire collective. Chez les peuples chrétiens des hautes terres éthiopiennes et érythréennes entre Addis Abäba, au sud, et Asmära, au nord, le statut foncier faisait (et fait encore) partie de l'Ordre du Monde voulu par Dieu. Il est intégré au corpus des textes sacrés fondateurs retenus par la tradition de l'Église orthodoxe, notamment le *Fetha Nägäst* (la Justice des Rois) source du droit éthiopien. De plus, les monastères conservent les chartes manuscrites qui répertorient les droits sur les terres qu'on leur a concédées. Le détenteur de terre d'Église devait entretenir un clerc, celui d'une tenure militaire, un soldat, ou participer à l'effort de guerre (Berhanou 1971). Cette situation n'est pas sans rappeler celle de l'Europe occidentale sous l'Ancien Régime, d'autant que le statut d'une terre s'étendait à celui qui la cultivait. Le roi des rois octroyait aux nobles (*mäk'anent*) titulaires de fonctions, principalement judiciaires, une part de l'impôt perçu sur les paysans, les *gäbhar*, les tributaires. Ces ristournes, les *gult*, étaient révocables à la mort du titulaire, ce qui constitue une différence fondamentale avec la féodalité européenne. Hoben (1973) a noté que ces « juges » étaient bien placés, lors des conflits entre les héritiers co-lignagers du titulaire d'une tenure³, pour s'introduire dans les lignages et capter ainsi la terre. Le *gult*, souvent traduit par fief, faute de mieux, est à l'origine d'une abondante littérature sur le « féodalisme éthiopien » (*sic*).

Chez les Amhara et les Tegréens, tout individu peut réclamer un *rest/resti*⁴ dans la généalogie paternelle et souvent maternelle, « pendant mille ans » dit un adage⁵ (Gascon 1995b). En outre, au Tegré/Tegray et dans les provinces tegréennes de l'Érythrée, les assemblées d'anciens et de notables attribuent un lopin par redistribution périodique à tout résident (Cubriilo 1995). Les conflits d'héritage se prolongent de génération en génération, occupent des nuées de juges et d'hommes de loi et dégénèrent en sanglantes vendettas. Sous certaines conditions, des tenures peuvent être vendues et achetées. Les musulmans et les israélites (*Fäla ša* ou *Bētä Esraél*) étaient exclus de l'accès à la terre. Toutes les fois que les rois tentèrent de s'immiscer dans la transmission du patrimoine foncier, ils durent y renoncer devant des rébellions généralisées et la menace d'être excommuniés. Téwodros II perdit ainsi son ascendant sur les Éthiopiens qui, en 1868, assistèrent, indifférents, au siège de Mäqdala par les troupes

3. C'est le sujet du premier film éthiopien, réalisé par Haile Garima : *Sost ših amet*, exploité en France sous le titre : « La moisson de 3 000 ans ».

4. De la racine verbale sémitique *wärräsä*, hériter : *rest* en amharique et *resti* en tegréña.

5. « Rights for which *rest* land is not held are not immediately forgotten » (HOBEN 1973 : 240).

de lord Napier venues délivrer les otages européens. Le *negus*, vaincu et abandonné, se suicida plutôt que de se rendre. En 1968, Haylä Sellasé, après avoir utilisé la force, se résigna à composer avec les Goğgamés révoltés contre le nouvel impôt foncier (Schwab 1972 ; Gilkes 1975 ; Gebru 1991).

Plutôt que de rompre des lances à propos du féodalisme éthiopien, il est préférable de suivre Hoben. Cet auteur a clairement montré la raison essentielle de l'attachement passionné, irraisonné, viscéral, des Amhara au *rest*. Ils peuvent ainsi obtenir un lopin dans une autre région, dans l'un des deux lignages parentaux, leur société étant ambi-linéaire. La rébellion du Goğgam en 1968, puis l'opposition armée à la réforme agraire, décrétée par la révolution de 1975, ne furent jamais la version éthiopienne de la Vendée de 1793, archétype de la révolte « contre-révolutionnaire » et « primitive », comme le pense Gebru (1991). Ce fut, bien plus, la protestation d'une communauté qu'un pouvoir, ressenti comme extérieur, privait de la liberté⁶ fondamentale de s'installer ailleurs sur des hautes terres où régnait et règne encore une forte pression foncière (Schwab 1972).

Les clans et la gestion du territoire chez les éleveurs des basses terres

Les terrains de parcours et les puits des pasteurs des basses terres sont transmis à l'intérieur des lignages. Les Afar doivent épouser leurs cousines croisées afin, entre autres, de maintenir intact le patrimoine du lignage. Les Somali calquent leur organisation territoriale selon une structure pyramidale depuis six clans-familles rivaux dont les ancêtres éponymes, Sab et Samaale, sont des proches du Prophète (Castagno 1975 ; Laitin & Samatar 1987). Chaque Somali, homme, connaît par cœur sa généalogie jusqu'à Mahomet. Tout l'édifice clanique repose sur la transmission d'une tradition orale illustrée par des poésies chantées qui forment la base de la culture somali. La prééminence, à l'intérieur des clans, appartient aux éleveurs : plus un clan comporte d'agriculteurs, plus sa place est basse dans la hiérarchie des clans. Par division, les clans se fractionnent en clans, sous-clans et fractions jusqu'à un peu plus de mille lignages dont l'unité minimale, le *reer*, regroupe plusieurs familles polygamiques. Elles s'établissent en hameaux, où résident femmes, enfants et vieillards, au voisinage des puits (*ceel*). Les membres de *reer* voisins, du même lignage ou de lignages différents, concluent des pactes territoriaux, *xeer*, au cours d'assemblées « démocratiques », les *shir* (Lewis 1988). Ils s'engagent à payer le prix du sang en cas d'accrochages pour la défense ou la conquête de pâturages pendant la courte saison sèche qui coupe la saison des pluies.

6. « In the *rest* system they see the guarantee of their liberties and opportunities » (HOBEN 1973 : 244).

Le contrôle des terrains de pacage est le fruit d'un compromis local temporaire qui tempère la rigueur implacable des rivalités claniques.

Le clan est également l'instrument de la gestion d'un environnement steppique soumis régulièrement à des accidents climatiques graves qui se traduisent par un rétrécissement des pâturages. La solidarité clanique permet de diminuer la charge en hommes ; les agriculteurs subordonnés doivent héberger femmes, enfants et vieillards. On les met à contribution pour accueillir les petits ruminants et les bovins afin de réserver la nourriture aux dromadaires qu'on cherche à maintenir sur les pacages. Les membres des lignages associés, habitant les ports, écoulent les carcasses des animaux sacrifiés pour acheter de la nourriture. Les statistiques coloniales montrent une rigoureuse corrélation entre les crises climatiques et l'augmentation des ventes d'animaux à l'exportation (Cassanelli 1982). Si la crise s'aggrave on sollicite des prêts de pâturages et, en dernier ressort, on se résigne à l'agriculture. Cette stratégie vise à demeurer le plus longtemps possible autour des puits et à sauver les camelins, les animaux les plus prisés, afin de reprendre les territoires abandonnés, une fois l'épreuve passée (*ibid.*).

Les atteintes au contrôle lignager

La Corne de l'Afrique échappa, en grande partie, quoi qu'on en ait écrit, au partage colonial de la fin du XIX^e siècle. Menilek II battit les Italiens à Adwa en 1896 et les États européens lui reconnurent alors, par des traités frontaliers bilatéraux, l'entière possession des conquêtes par lesquelles il avait plus que doublé la superficie de son royaume entre 1880 et 1900. Dans la Corne de l'Afrique, l'Éthiopie, comme le Japon en Extrême-Orient, avait pris de vitesse les Européens dans la course à l'annexion des territoires et participa au partage. Maxamed Cabdille Xasan⁷, à la tête de ses derviches, tint en échec une coalition hétéroclite anglo-éthio-italienne, jusqu'en 1921. Ainsi naquit l'une des grandes controverses, avec le féodalisme éthiopien, des études éthiopiennes : la conquête de Menilek est-elle coloniale ou non⁸ ? Pour les Éthiopiens, la conquête est une *Reconquista*, revanche des défaites infligées au XVI^e siècle par le jihad de l'émir de Harär, Ahmed *Graññ*, le Gaucher, puis par les Oromo qui s'étaient engouffrés entre les adversaires épuisés et avaient repoussé le royaume chrétien au nord du Nil bleu et les musulmans dans la ville de Harär (Mohammed 1990). Les *negus*, repliés à Gondär, ne perdirent jamais l'espoir de reprendre les terres perdues où des enclaves chrétiennes et des sanctuaires témoignaient de la splendeur passée de l'Empire. Les

7. Le « mad mullah », le mollah fou des Britanniques.

8. Les Italiens lancèrent cette controverse en accusant l'Éthiopie d'être un colonisateur « indigne », car non-Européen. Elle est reprise par les fronts sécessionnistes qui l'assimilent aux Européens.

chroniques royales, les manuscrits des monastères et l'enseignement de l'Église justifient cette reconquête en rappelant que les Éthiopiens, descendants de Salomon et de la reine de Saba, ont reçu une Terre Sainte.

« Malheur aux vaincus », au sud de l'Éthiopie

Selon le droit traditionnel éthiopien, la mise en valeur du sol n'équivaut pas à un titre de possession. Le terrain de parcours des éleveurs nomades est considéré *res nullius*. Selon la même source juridique, le *negus* peut confisquer la terre d'un rebelle, d'un contribuable défaillant, ou d'un peuple vaincu. Menilek se trouva donc à la tête d'énormes territoires *māngest*⁹, pour une large part des basses terres steppiques et impaludées, mais également des hautes terres salubres du Sud, prolongation des plateaux du Nord (Gascon 1995a et b). Il rétribua ses fidèles, soldats et administrateurs, et ses vétérans par l'octroi de concessions *gašša* (litt. : bouclier, c'est-à-dire de concessions « militaires »), liées à leurs fonctions ou à leurs faits d'armes. Il se concilia également l'Église en fondant des sanctuaires et des couvents. Assurés de conserver leurs *rest*, par milliers les Amhara-Tegréens s'établirent au Sud, dans les terres nouvelles. Les autochtones, devenus tenanciers précaires à part de fruit des concessionnaires, demeurèrent sur leur terre¹⁰ même si on déplaça quelques peuples particulièrement rétifs. On les enrôla dans l'effort de guerre : la conquête nourrit la conquête, en Éthiopie aussi (Berhanou 1971). Les vaincus ne furent pas tous écartés de la terre : on reconnut aux notables, aux chefs et à tous ceux qui avaient une généalogie « prestigieuse » le titre de *balabbat*¹¹ et un tiers, *siso* (en réalité entre le quart et sixième) des terres confisquées. Ils se mirent ainsi au service de l'administration des vainqueurs. De nombreux auxiliaires indigènes rejoignirent l'armée éthiopienne : les Oromo formaient la majorité des soldats qui remportèrent la victoire d'Adwa. Ces vétérans amaharisés obtinrent, comme les Amhara, des concessions dont le nom rappelait l'arme dans laquelle ils avaient servi : *näftäñña*, pour les fusiliers, et *färäsäñña*, pour les cavaliers (McClellan 1988). Les ralliés à la *pax aethiopica* quittèrent le plus souvent la campagne pour vivre dans les villes-fortes, les *kätäma*, édifiées sur ordre de Menilek et de ses généraux (Gascon 1989). Ils s'amharisèrent et se convertirent au christianisme tandis que bien des Amhara-Tegréens prenaient femme sur place.

Ce qu'en amharique on nomme *Aqänna*¹² fut-elle plus proche de la

9. De la même racine que *negus*.

10. « Land without cultivators is of no value, therefore the beneficiary of grants prefers land with gabbars in it » (MARKAKIS 1974 : 349).

11. Littéralement : celui qui a un père.

12. Conquérir, mettre en valeur et « coloniser ». Nom donné à la reconquête du Sud par Melinek (1880-1904).

Reconquista que de la colonisation européenne ? Colonialisme, féodalisme ; le débat est ouvert. Je me rallierai à « système tributaire » tant ce système foncier et fiscal est proche des servages institués aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles en Europe centrale (Ståhl 1977). Il paraît plus important d'esquisser un bilan de cette « re » conquête. Dans le Sud, le roi s'est octroyé le droit d'attribuer le sol, un droit que les populations du Nord lui ont toujours dénié. Il s'en servit pour affermir son pouvoir contre les dynasties régionales du Nord, concurrentes, en les prébandant et en assurant la promotion d'élites nouvelles venues du Sud. L'octroi de droits sur le sol devint un certificat d'« éthiopianité », filtre de l'assimilation des « sudistes » afin que le Peuple Élu minoritaire, les Amhara-Tegréens chrétiens, ne se perdît dans la multitude. Les prélèvements massifs extorqués au Sud donnèrent au *negus* le moyen d'acquérir l'armement et de financer le chemin de fer. Les maîtres du sol forcèrent les paysans à introduire les cultures de rente dans les systèmes agraires (McClellan 1988) et ouvrirent le Sud au marché international alors que le Nord restait à l'écart.

Les colonies du pauvre, de pauvres colonies

Français et Britanniques, colonisateurs « repus », ne s'implantèrent dans la Corne de l'Afrique que pour s'y « marquer », les uns les autres, sur la route de l'Extrême-Orient. Pour éviter que la France, déjà établie à Obock, ne s'installât à Seylac/Zeylah, en face d'Aden, la Grande-Bretagne se résigna à fonder la colonie du Somaliland. L'intérêt économique était mince : elle s'y procurait sa viande pour Aden. Elle s'y maintint pour ne pas perdre la face après la défaite de son corps expéditionnaire devant les derviches de Maxamed Cabdille Xasan. Elle ne fit aucun investissement dans l'hinterland. Djibouti s'anima avec la construction du chemin de fer vers Addis Abäba, mais le trafic du port n'entraîna aucun changement à l'intérieur du territoire où l'administration coloniale stipendiait les chefs locaux. Les Afar et les Somali continuèrent à nomadiser, les premiers vers le delta intérieur de l'Awaš, les seconds de la côte vers les montagnes et le Hawd (le Sud), en ignorant les frontières coloniales (Markakis 1989).

La Grande-Bretagne, pour faire pièce à la France, poussa les Italiens à prendre la succession de l'Égypte, sur les côtes de la mer Rouge, et de Zanzibar, sur les rives de l'océan Indien. Pour l'Italie, ce ne fut pas d'abord une « colonie du pauvre » mais l'ébauche d'un empire colonial, avorté après la défaite d'Adwa. Il se fractionna en deux bandes territoriales, sans profondeur, dont l'hinterland était occupé par l'Éthiopie. L'Érythrée et la Somalie italienne, dans une moindre part, étaient des « colonies du pauvre », semblables aux comptoirs français et anglais, et donc de pauvres colonies, oubliées d'une métropole dont elles obéraient les finances. Les

éleveurs nomades des basses terres érythréennes (Afar, Beni Amer) et de Somalie continuèrent leurs déplacements, ignorant les frontières¹³.

Les Italiens, à la suite des décrets royaux de 1909 expropriant les terres « vacantes », tentèrent une colonisation de peuplement sur les hauts plateaux d'Érythrée, pourtant en proie à des troubles périodiques (Cahsai & Cahsai-Williamson 1985). Faute de candidats colonisateurs, cet ambitieux projet avorta en une poignée de jardins péri-urbains : seule survécut la plantation d'Elaberet (Piovésan 1995). En 1926, l'accord de partage des eaux du Gaš avec les Anglais permit de fonder un grand périmètre cotonnier à Täsänäy-Aligider dans les basses terres, à la frontière soudanaise (*Guida d'Italia* 1938). Ayant subjugué, en 1925 seulement, sa part de Somalie, l'administration fasciste jeta son dévolu sur les basses vallées du Jubba et du Wabi Shabeele. Elle prenait la suite des marchands de Mogadiscio, de Barawa et de Marka qui avaient lancé, au XIX^e siècle, le coton irrigué cultivé par des esclaves noirs (Cassanelli 1982). Elle voulut, au nord de Mogadiscio, une plantation modèle géante, noyau d'une autre Gézireh qui produirait pour la métropole, en pleine *Autarchia*, du coton, de la canne à sucre et des oléagineux. Selon la *Guida*, le *Villaggio Duca degli Abruzzi* (Jowhar) de la Società Agricola Italo-Somalà abritait 9 000 habitants dont seulement 200 Italiens et sur les 25 000 ha concédés, un peu plus de 4 000 ha étaient exploités en agriculture mécanisée, peu peuplée, ou par des Somali, réquisitionnés, auxquels on avait concédé des jardins autour de leurs villages (*Guida d'Italia* 1938). À Genale, en aval de Mogadiscio, 100 Italiens dirigeaient 2 900 Somali et exploitaient 3 500 ha sur une concession de 25 000 ha (*ibid.*) ! Même si dans le Benaadir et dans le bas-Jubba, des planteurs privés s'étaient installés pour produire, entre autres, des bananes, la Somalie italienne n'avait accueilli qu'une minorité des migrants de l'*Africa Orientale Italiana*. Pour la plupart, soldats, fonctionnaires, boutiquiers, camionneurs, mais rarement paysans, ils s'étaient fixés en Érythrée pour préparer l'invasion. En Éthiopie, les Italiens lancèrent de grandioses études pour créer des *Aziende* de peuplement, principalement dans le Rift peuplé d'éleveurs (*Annali* 1938-1943). La priorité donnée à la construction des routes, l'insécurité dans les campagnes et la brièveté de l'occupation italienne empêchèrent le démarrage de ces projets (Tekeste 1986 ; Le Houerou 1994).

Un bilan de l'étude de l'histoire de la reproduction sociale des systèmes sociaux de production dans la Corne de l'Afrique fait apparaître, tant chez les pasteurs que chez les agriculteurs, un contrôle étroit des systèmes fonciers par le biais des lignages. On constate, en outre, la volonté d'en écarter tout pouvoir politique soit déliquescent, comme en Somalie (Cassanelli 1982), soit absolu de droit divin, comme en Éthiopie, et donc contraint d'observer un système foncier et fiscal « révélé ». La colonisation

13. Anglais et Italiens signèrent, en 1938, un accord de libre passage pour les éleveurs entre le Hawd et l'Ogaden.

européenne n'a pas changé grand-chose dans l'immédiat, sauf pour les éleveurs privés de leurs terrains de parcours par l'extension de l'irrigation. En revanche, à plus long terme, les équipements et le matériel laissés par les colonisateurs italiens, repris par les maîtres du sol au sud de l'Éthiopie, se révélèrent dangereux pour la sécurité de la tenure des peuples conquis au siècle dernier et dépouillés de leurs droits sur la terre. L'alliance monstrueuse de la tradition et de la modernisation de l'agriculture se noua quand le contexte économique, politique et démographique changea à partir des années 1960 (Gascon 1987).

Paysans et pasteurs face aux défis actuels

Pour les besoins de l'analyse, je serai amené à exposer, les unes après les autres, les profondes mutations qui traversent la Corne de l'Afrique alors qu'elles sont en perpétuelles interactions. La plus importante de ces transformations est l'augmentation rapide de la population qui rend plus graves les crises récurrentes de subsistance, plus profonde la crise de l'environnement. Pour faire face à cette croissance, les gouvernements ont imposé dans l'urgence, au nom de la tradition ou de la science, des solutions « miracles » propres à « déchaîner les forces productives ». De surcroît, il fallait laver le régime de la honte de la famine, sauver la réputation de l'État, de la nation, du chef...

Le défi démographique

Jusqu'en 1970, on ne possède que des estimations de la population de la Corne de l'Afrique. En 1938-1939 selon l'*Annuario dell'Africa Orientale Italiana*¹⁴, l'*Impèro* comprenait 7 millions d'habitants auxquels on doit adjoindre ceux du Somaliland et de la Côte française des Somalis (200 000 habitants ?). Au recensement de 1970, l'Éthiopie et l'Érythrée avaient 25 millions d'habitants (CSO 1971) et la Somalie, dans les frontières de 1960, 2 millions (Gourou 1970). Sans doute l'estimation italienne est-elle trop faible, le régime fasciste avait intérêt à accréditer l'idée que les terres vides de l'*Impèro* attendaient les bras métropolitains. Deux millions de Somaliens en 1970, c'est trop peu, mais la Somalie italienne dans des limites différentes en comprenait 1,3 million en 1938 (*Guida d'Italia* 1938). On peut raisonnablement penser que la population avait doublé en trente ans. En 1984, l'année de la famine, le recensement, plus fiable, donnait 42 millions d'Éthiopiens (et d'Érythréens), alors qu'on en attendait

14. Cité par PERHAM (in Perham & Clapham 1969).

36 millions ! Le temps de doublement a été inférieur à vingt ans : la majorité des Éthiopiens n'a donc pas connu le règne de Haylā Sellasé. Pour la Somalie et Djibouti, le rythme était sans doute plus élevé avant le début des récentes guerres civiles.

LES INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES

<i>États</i>	<i>Population</i>	<i>Superficie</i>	<i>Densité brute hab./km²</i>	<i>Natalité (‰)</i>	<i>Mortalité (‰)</i>
Éthiopie	56 000 000	976 000	57,4	46	16
Érythrée ¹⁵	3 500 000	125 000	28	42	16
Djibouti	600 000	23 000	26,1	38	16
Somalie	9 300 000	620 000	14,8	50	19

	<i>Accroissement annuel (%)</i>	<i>% < 15 ans % < 65 ans</i>	<i>Mortalité infantile (‰)</i>	<i>Espérance de vie (H/F)</i>	<i>Enfant par femme</i>
Éthiopie	3	49/3	120	49/52	7
Érythrée	2,6	?	?	?	?
Djibouti	2,2	45/2	115	47/50	5,8
Somalie	3,1	48/3	125	45/49	7

Source : *Population et Sociétés* (août-septembre 1995).

Selon *Population et Sociétés* (août-septembre 1995) la Corne de l'Afrique regrouperait plus de 69 millions d'habitants sur 1 751 000 km². Le taux d'accroissement annuel atteint dépasse 3 % sauf en Érythrée et à Djibouti. La fécondité élevée, amputée par un taux de mortalité infantile partout supérieur à 115 ‰, et l'extraordinaire poids des moins de quinze ans révèlent que la Corne de l'Afrique, et plus spécialement les hautes terres éthio-érythréennes, sont un extraordinaire « réservoir » de croissance démographique. Si le taux de mortalité actuel des États de la Corne s'alignait sur celui du Kenya : 9 ‰, le rythme de croissance bondirait de 2,9 % l'an à Djibouti, à 3,7 % en Éthiopie et même 4,1 % l'an en Somalie ! Ces indices montrent l'urgence d'une progression rapide de la production alimentaire qui a régulièrement décru depuis 1980¹⁶ (Brüne 1990). L'Éthiopie rattrape déjà l'Égypte et l'aura dépassée, selon les estimations, en 2025 avec près de 130 millions d'habitants (sur 159 millions pour l'ensemble de la Corne), soit le deuxième rang en Afrique et le onzième rang mondial !

15. L'Érythrée est indépendante depuis mai 1993 et ses indicateurs démographiques ne sont pas disponibles.

16. De l'indice 100 en 1975-1976 pour l'Éthiopie et l'Érythrée à 67 en 1985-1986 pour l'Éthiopie sans l'Érythrée et le Tegré ravagés par la guerre (BRÜNE 1990).

« La montagne la plus peuplée du monde » et ses piémonts

Si l'on excepte 200 000 éleveurs nomades¹⁷ qui parcourent 61 % du territoire éthio-érythréen, situé à moins de 1 500 m, on peut admettre que sur les hautes terres (plutôt au-dessus de 1 800 m) vivent plus de 59 millions d'habitants, soit une densité moyenne de 134 hab. par km². Il s'ensuit un extraordinaire semis de micro-exploitations agricoles : 90 % d'entre elles ont moins de 5 ha, les trois quarts moins de 3 ha, et toutes sont morcelées en micro-lopins. Mes estimations personnelles, pour les pays d'*ensât*¹⁸, au sud-ouest de la capitale — 1 000 hab. par km² de terre cultivable (Gascon 1994b) — confirment celles de J. Gallais, lequel définit l'Éthiopie comme « la montagne la plus peuplée du monde » (Gallais 1989). Les dernières estimations pour la Somalie, avant que la situation intérieure ne se dégrade totalement, rendent compte d'un afflux de la population vers les périmètres irrigués de la mésopotamie somalienne (entre Jubba et Wabi Shabeele) puis vers le Grand-Mogadiscio qui aurait regroupé trois des neuf millions de Somaliens. Avant les crises des années 1970, plus de 60 % de la population de la Somalie vivait de l'élevage nomade. Au milieu des années 1980, les villes accueillirent la plus grande partie des pasteurs chassés par la guerre et la sécheresse et passés par les camps de réfugiés. Sans doute s'achemine-t-on vers une situation à la « djiboutienne » où 70 à 75 % des habitants submergent les bidonvilles de la capitale du territoire. L'Érythrée, outre la réfection de ses infrastructures, doit réinstaller au moins 500 000 réfugiés « citadinisés » par les camps du Soudan, alors que Khartoum parle de les expulser. En revanche, les Éthiopiens demeurent encore à l'écart des villes ; elles n'abritaient pas plus de 11 % des Éthiopiens en 1984. Aux populations réfugiées en ville pendant les troubles, sont venues s'ajouter des migrants, nombreux depuis que les restrictions de déplacement ont été abolies. On parle d'un doublement de la population citadine en moins de dix ans !

La méconnaissance des campagnes et le mépris à l'égard des paysans et des éleveurs sont peut-être la cause de la coupure entre les « élites » urbaines dirigeantes et l'ensemble de la population qui leur fit sous-estimer la gravité de la situation pourtant révélée par les indicateurs démographiques. C'était d'autant plus surprenant qu'en Éthiopie, tous avaient couru, enfants, derrière la vache familiale : « The ignorance about rural life among urban elites and administrators is frightening and widespread arrogance towards peasants and nomads hardly understandable given the rural roots of most bureaucrats » (Pausewang 1990b : 222). Les responsables (*sic*), dans les discours et les publications officielles, ont répété à l'envi

17. Statistique de l'United Nations Development Programme (UNDP), rapportée par SHIEERAW BEKELE (1992).

18. *Ensete ventricosum*, *E. edule* : faux-bananier dont le pseudo-tronc est consommé après avoir été râpé et mis à fermenter dans le sol.

que la terre « vierge » ne manquait pas, alors qu'en Somalie « cultivation pushes near the limits of potential irrigable land in the river valleys » (Roth 1993 : 299). Il suffisait de vaincre l'esprit de « routine » et le « conservatisme » des paysans, l'« insouciance » et la « paresse » (*sic*) des éleveurs, pour nourrir tout le monde et même exporter. Donc, seul un État fort pourrait lever ces obstacles.

Le défi des subsistances : la tradition alliée au capitalisme

L'administration fiduciaire italienne de la Somalie (AFIS), sous le mandat de l'ONU, de 1950 à 1960, prépara l'indépendance qui réunit la Somalie italienne et le Somaliland. Sur la lancée de la période coloniale, un accord réserva aux planteurs italiens et somaliens le monopole de l'approvisionnement en banane du marché italien (d'autres produits bénéficiaient des mêmes avantages). Au Nord, les éleveurs, entrés plus tard dans l'économie monétaire, vendirent leurs bêtes aux États pétroliers du Moyen-Orient. Les diplômés migrèrent en grand nombre vers l'Arabie Saoudite et le Golfe. Le transfert des fonds des émigrés alimenta l'importation de biens de consommation durables, la construction de villas et l'ouverture de boutiques dans la capitale, peu de capitaux s'investirent dans les activités productives (Boustani & Fargues 1990).

En 1941, Haylā Sellasé avait fait main basse sur les infrastructures et le matériel laissés par les Italiens. Ce matériel avait été distribué à sa famille et à ses fidèles comme Menilek l'avait fait avec la terre, cinquante ans plus tôt. Il continua, en outre, à aliéner les terres *māngest* pour récompenser et calmer l'impatience des résistants, des fonctionnaires, et surtout des militaires, notamment après le coup d'État manqué de 1960. On pense que l'équivalent de la superficie du Togo a été octroyé principalement aux bons serviteurs de la Couronne (Cohen & Weintraub 1975), et Gilkes (1975) souligne : « Members of the modern educated urban class acquired landed possession as avidely as their more traditional countrymen. » Des études, financées par la FAO, avaient révélé la fertilité des sols du Rift une fois qu'on les aurait irrigués à partir des barrages de l'Awaš, construits, au titre des dommages de guerre, par l'Italie. Les éleveurs du Rift, Oromo, Afar et Somali, perdirent leurs terrains de parcours concédés à des sociétés formées de maîtres du sol éthiopiens¹⁹ et de capitalistes étrangers. L'armée les en chassa et ces pasteurs rejoignirent la rébellion de l'Ogadén et le soulèvement du Balé de 1963 à 1966 (Gilkes 1975 ; Gebru 1991).

À la plantation sucrière éthio-néerlandaise de Wāngi, lancée à la fin des années 1950, s'ajoutèrent les périmètres sucriers, les vergers, les vignes

19. Ali Mirah, sultan afar de l'Awsa, était devenu le plus grand planteur de coton du delta de l'Awaš après qu'il eût concédé la terre des éleveurs à la compagnie britannique Mitchell-Cotts (ADEN 1989 ; DESSALEGN 1986).

et le coton du moyen-Awaš, les énormes plantations cotonnières du delta intérieur de l'Awaš et diverses fermes produisant des cultures de rente pour la capitale ou l'exportation. Le long de la route vers le Sud se forma une chaîne d'exploitations agricoles, d'usines et d'ateliers de conditionnement et de transformation, à capitaux israéliens, italiens, anglais et français..., qui assura la prospérité d'un chapelet de villes champignons (Gascon 1994b). Les planteurs de café furent contraints, par leurs maîtres, d'en produire plus et de passer sous le contrôle du National Coffee Board : le café procurait plus de la moitié des devises à l'exportation. Inexorablement, un complot tramé depuis la Cour dépossédait les éleveurs de leurs parcours, si bien qu'ils payèrent un lourd tribut à la sécheresse de 1973-1974 (Bondestam 1974). On expulsait les Oromo autour de la capitale pour planter des eucalyptus et on les transférait, au Sud, au Balé et en Ogadén, parmi les Somali soulevés, pour garder la frontière. Cette nouvelle donne spatiale, qui déplaçait l'épicentre de l'Éthiopie au sud d'Addis Abäba, est à rapprocher de la politique « pro-sudiste » de la Somalie indépendante qui dirigeait les capitaux et l'aide internationale sur le Benaadir, la mésopotamie et les vallées des fleuves Jubba et Wabi Shabeele. En ex-Somaliland comme en Érythrée, on en ressentit un grand dépit car on était las, entre autres, de l'autoritarisme de la capitale. En revanche, les menaces d'expulsions n'atteignirent jamais, en Somalie, la gravité qu'elles avaient dans le sud de l'Éthiopie. Ces politiques de développement agricole favorisaient les cultures d'exportation qui procuraient les devises nécessaires à la construction de l'État et de son bras armé.

Le défi des subsistances : la tradition brisée par la force

En octobre 1969, le général Siyaad Barre prit le pouvoir en Somalie, adopta le socialisme « scientifique », et appela des conseillers soviétiques pour entraîner l'armée et développer l'économie nationale. La loi de développement des coopératives de 1973, complétée par le Programme intensif agricole de 1974 aboutit à la Loi agraire de 1975. Elle prévoyait la nationalisation des plantations détenues par des étrangers et astreignait les agriculteurs privés à un système de quotas obligatoires. Des fermes d'État mécanisées, sorte de sovkhoze, devaient gagner à la céréaliculture sèche les plateaux du Nord et de la mésopotamie. Des barrages, souvent projetés pendant la période coloniale et financés par les pays « frères », noyèrent le bas-Jubba et le bas-Wabi Shabeele et expulsèrent les Bantous, chasseurs, pêcheurs et cueilleurs, des forêts fluviales. Aux usines de transformation des produits agricoles (textile, alimentaire) prises aux Italiens s'ajoutèrent les entreprises fondées par les techniciens des pays de l'Est. Ayant rejoint la Ligue arabe, en 1974, Siyaad Barre ouvrit son pays aux capitaux des pays pétroliers qui accueillaient déjà nombre de migrants.

Les marchés du Moyen-Orient, déjà prospectés par les marchands de bestiaux du Nord, devaient prendre le relais de l'Italie pour les bananes.

La Somalie, fraîchement convertie au socialisme, dut affronter la grande sécheresse de 1973-1974, celle qui précipita la chute de l'Empire en Éthiopie. Le régime mobilisa les élèves, les étudiants et les enseignants dans une campagne nationale d'alphabétisation des éleveurs et des agriculteurs. Il fallait gagner la bataille de l'écriture du somali en caractères latins, dénoncée par les sheykh, retremper les citoyens au contact de la vie rude et encadrer la population « détribalisée ». Les militaires avaient mis les clans hors de loi, promu les hors-clans, et proscrit l'*arifa*, l'« adoption », par laquelle un individu hors-clan se mettait au service d'un membre d'un clan puissant. La *detribalization* (*sic*) visait naturellement à distendre les solidarités claniques qui étaient, pourtant, à la base de la stratégie mise en œuvre pour faire face au retour régulier des sécheresses. Profitant de l'affaiblissement des sociétés d'éleveurs, les autorités lancèrent, en 1976, l'Agence pour les réfugiés et les projets communautaires, laquelle entreprit un programme intensif de sédentarisation dans 200 000 villages « *Self-Help* », d'autosuffisance, dans la mésopotamie. L'*Aeroflot* contribua au déplacement forcé de 200 000 éleveurs vers le Sud où l'on devait en faire des cultivateurs et même des pêcheurs avec le concours d'organisations internationales et d'ONG²⁰.

La famine du Tegré et du Wällo, en 1973, n'est pas directement à l'origine de la mutinerie qui éclata en Érythrée et en Ogadén, au début de 1974. Néanmoins, quand la presse internationale révéla l'inaction du gouvernement impérial face à la catastrophe, la rébellion put déposer Haylä Sellasé, en septembre 1974. En décembre 1974, les militaires se rallièrent au socialisme, nationalisèrent les entreprises étrangères et mobilisèrent, comme Siyaad, les élèves, les étudiants et les enseignants dans la *Zämmäčä*²¹, la campagne révolutionnaire de développement et d'alphabétisation. Comme le déclare Dessalegn, « The response of the peasantry, which had greater "royalist" sympathies than the other popular classes, to the overthrow of the monarchy and the landed classes by an unknown band of petty and mid-level officers was uncertain and hence of great concern » (Dessalegn 1993 : 275). En mars 1975, après des mois d'hésitations, le *Därg*²² proclamait une réforme agraire radicale qui supprimait toutes les formes de tenure et le salariat : tout Éthiopien recevait l'usufruit de 10 ha, au maximum, et devait adhérer à une association de paysans ou *qäbälé* (une association pour 800 ha). Les fermes capitalistes devenaient

20. Il n'y eut aucune campagne de presse, comme dix ans plus tard en Éthiopie, non pas par indulgence envers la Somalie, mais parce que Siyaad s'en prenait, seulement (?), à des éleveurs nomades.

21. De la racine amharique *zämmätä*, partir en expédition militaire.

22. En amharique, le comité d'action militaire secret dont le chef était le major Mängestu Haylä Maryam et qui dirigeait le Comité militaire administratif provisoire (CMAP), la junte.

des fermes d'État, mais aucune disposition n'était prévue pour l'élevage ni pour les bovins des céréaliculteurs à l'araire, ni pour les troupeaux des pasteurs.

La Réforme agraire souleva l'enthousiasme des paysans du Sud, victimes de l'*Aqänna*, de la reconquête, et l'opposition armée des vieilles terres chrétiennes du Nord, évêques en tête. Les étudiants, les *zämač*, se trouvèrent au cœur du combat : ils durent s'enfuir des provinces au nord de la capitale. Au sud, les partisans de l'Ancien Régime attaquèrent les étudiants et les paysans : en effet, toujours selon Dessalegn, « The decisive battle [...] would take place in the rural areas [...] to dislodge the landed classes from their rural base of power » (*ibid.* : 275). Le *Därg*, inquiet de l'alliance entre les adversaires de la Réforme et les indépendantistes érythréens, tenta de temporiser au grand scandale des *zämač*. Certains rejoignirent des maquis ou les opposants civils de la capitale. Finalement, en décembre 1975 les militaires remirent entre les mains des *qäbälé* de larges pouvoirs locaux. Ils se concilièrent les paysans en approvisionnant les coopératives de service pour les inciter à vendre leurs récoltes. De 1976 à 1978, alors que les étudiants et les intellectuels, fer de lance de l'opposition civile, éparpillés en factions rivales, affrontaient le *Därg* à Addis Abäba et dans les villes, Terreur « blanche » contre Terreur « rouge » (*sic*), les campagnes, encadrées par des *qäbälé* élus, demeuraient calmes et loyales aux militaires (Lefort 1981). Les paysans, qui leur savaient gré de leur avoir rendu la terre de leurs pères, montraient, en outre, une remarquable aptitude à développer la coopération locale (Pausewang 1983).

La guerre, qui opposa en 1977-1978 la Somalie et l'Éthiopie pour l'Ogadén, marqua un tournant décisif pour la Corne de l'Afrique. Djibouti, indépendant en 1977, conserva des liens privilégiés avec la France dont la base entretenait une aisance précaire qui gonfla encore plus la population de la capitale. Des centaines de milliers de réfugiés s'enfuirent à Djibouti et en Somalie, majoritairement au Nord dans les anciennes fermes d'État transformées en camps, et au Sud, au voisinage des vallées irriguées. Siyaad Barre, qui avait rompu avec l'URSS, obtint, en grossissant le nombre des déplacés, des secours internationaux importants alors que l'endettement de la Somalie, consécutif à la défaite, dépassait le PIB (Gray 1989). En Éthiopie, Mängestu Haylä Maryam, victorieux, se lança dans une politique de force : guerre à outrance en Érythrée et collectivisation de l'agriculture.

Le « système » Siyaad : le clan et le capital

Rallié au libéralisme et conseillé par le FMI, Siyaad édicta une loi déclarant le sol somalien propriété nationale. Il fut donc décidé que tout individu pourrait demander une concession de taille limitée en déposant une demande écrite auprès des autorités et sur recommandation du parti unique.

Les agriculteurs, déjà en place, ne voulurent pas faire enregistrer leur exploitation de peur que l'administration, la connaissant, ne la concédât à d'autres. Cette loi aboutit à écarter les paysans des meilleures terres irriguées au profit de commerçants, d'entrepreneurs, de fonctionnaires seuls capables d'accomplir le « parcours du combattant » de la démarche officielle et de payer des droits élevés. Le gouvernement somalien attira des capitaux privés, ceux des expatriés, qui investissaient dans la construction et dans le commerce de détail, et ceux des pays arabes. La terre devenait un investissement rentable dans un contexte de forte inflation et de forte demande, alors que l'élevage stagnait. Une fièvre du pompage et du barrage saisit la Somalie : le prix de l'hectare irrigué fut multiplié par trente ! Comme le déclare Roth, « With price liberalization has come a gradual shift of human and capital resources into crop-agriculture » (Roth 1993 : 302). La corruption régnant dans l'entourage du président facilitait l'octroi de concessions énormes et donc illégales. Toujours selon ce même auteur, « State farms and cooperatives [...] were granted exemption from land size restrictions and given preferential access in leasehold acquisition » (*ibid.* : 304).

La mince frange de bénéficiaires du « système Siyaad », qui mit le pays en coupe réglée, était recrutée parmi les clans proches du président, passé maître dans l'art de diviser pour régner. Le détournement de l'aide destinée aux réfugiés alimentait également cette « mafia » familiale. L'ex-Somaliland, à l'écart, ne recevait rien du « système » et s'était tourné vers la mono-exportation des ovins, bovins et camelins vers le Moyen-Orient et vers l'Arabie Saoudite²³ qui représentait entre 83 et 93 % des recettes du commerce extérieur de la Somalie (Janzen 1986 ; Roth 1993). Les règles traditionnelles, qui régissaient les relations entre les clans, ne furent plus respectées car il fallait vendre. On vola désormais les bêtes pour les revendre, on empoisonna les puits, on bétonna les mares, on abattit des troupeaux à la mitrailleuse, et on refusa de payer le prix du sang. Ces pratiques, généralisées par l'armée somalienne quand elle réprima l'insurrection du Nord, en 1988, se répandirent à mesure que la guerre civile embrasait le pays.

L'Éthiopie, meilleure élève africaine du camp socialiste ?

En 1979, Mängestu décréta, à grand renfort de propagande, la Révolution « Verte ». Elle n'avait rien à voir avec celle qui transforma les systèmes agraires d'Asie des moussons. À Addis Abäba, un Conseil de planification, dépendant du parti unique, fixait désormais les objectifs de production transmis aux agriculteurs par les *qäbälé* repris en main. Ils devaient

23. Sans explication, les Saoudiens cessèrent tout achat, en 1983, arguant de mauvaises conditions sanitaires.

rejoindre des coopératives de production paysanne qui, en trois étapes, devaient les conduire à réduire leur lopin personnel à 2 000 m², puis 1 000 m², et enfin à mettre en commun tous les moyens de production. Ces coopératives « nouveau style », proches des kolkhozes, devaient demander la reconnaissance officielle que les autorités accordèrent parcimonieusement. Toutes situées au Sud, elles ne représentèrent jamais plus de 2 % de la Surface agricole utilisée (SAU) (Barbary 1990 ; Gascon 1990a). Cette collectivisation à pas comptés fut ressentie comme une menace par les paysans du Sud qu'elle contribua à détacher peu à peu du *Därg*. On vit les Oromo du Harär franchir la frontière pour se réfugier en Somalie, chez leurs ennemis ! Comme l'écrit justement Dessalegn (1993 : 277) : « The peasantry change from an active force of the revolution to a passive recipient of government directives. »

Tous les exploitants agricoles, encore privés, étaient soumis à un système de quotas : ils devaient livrer une part importante des récoltes à l'Agricultural Marketing Corporation qui leur achetait de 30 à 50 % en dessous du prix payé aux coopératives et aux fermes d'État. Ces dernières étaient exemptées, de plus, de la taxe sur les ventes. Des *Grain Purchase Task Forces (sic)* parcouraient les campagnes pour débusquer les « saboteurs » qui n'hésitaient pas à détruire leurs récoltes plutôt que de les céder à vil prix. Après avoir nationalisé le commerce de détail, le régime tenta de vendre des licences à des marchands officiels pour lutter contre la contrebande généralisée qui s'affichait pourtant au centre de Dirré Dawa, dans le quartier au nom évocateur de « Taïwan » (*sic*) (Gascon 1995a). Ni la force, ni la persuasion ne firent plier les paysans : les denrées récoltées au moyen du système des quotas n'ont jamais représenté qu'un tiers des quantités attendues (Alemayehu 1988 ; Befekadu & Tesfaye 1990). Et les officiels, rituellement, comme une antienne, épinglaient dans leurs discours la routine et l'égoïsme des paysans, dénoncés comme des « koulaks » (*sic*) et des contre-révolutionnaires « nés ».

L'« État des larges masses »²⁴, comme se nommait la République populaire et démocratique d'Éthiopie²⁵, prônait une monoculture mécanisée « scientifique » en grandes exploitations. Les fermes d'État, anciennes fermes capitalistes nationalisées, agrandies des terres reprises aux cultivateurs et des terrains de parcours confisqués aux éleveurs (Haile Yesus 1982), recevaient près de 90 % des crédits consacrés à l'agriculture sous forme de matériel, d'engrais, de semences, de cadres très bien payés... pour une part de la SAU qui oscillait entre 4 % et 6 %. Leurs productions étaient destinées au marché urbain, à l'exportation et à l'industrie de transformation nationale. En dépit d'énormes investissements, les rendements, dans ces sovkhoses à la mode éthiopienne, ne dépassèrent jamais

24. Plus exactement d'après l'amharique : *yä säffiwu hezb* (le peuple tout entier, en entier).

25. Proclamée en septembre 1987, son président était Mängestu.

de plus de 30 % les résultats obtenus par un paysan avec son seul araire (Dessalegn 1984). Les fermes d'État demeuraient le symbole de la mauvaise gestion ; leur déficit permanent²⁶, dénoncé par Mängestu lui-même, était renfloué par le budget, et les cadres conservaient leurs avantages exorbitants (Gascon 1987). Le matériel tombant souvent en panne, on réquisitionnait les paysans alentour pour les gros travaux. À ce bilan comptable désastreux s'ajoute la détérioration irréparable des pacages des Afar : en vingt ans, l'irrigation massive du coton et des vergers, notamment les bananiers, dans la vallée de l'Awaš a entraîné la stérilisation de milliers d'hectares (Gascon 1994a). Ces éleveurs, privés de leurs pâturages, victimes des sécheresses de 1973 et de 1985, retrouvent maintenant leurs terrains de parcours, stérilisés.

L'Éthiopie s'appliqua à devenir une « bonne élève » du camp socialiste. On y retrouvait les trois formes d'exploitations typiques de l'agriculture « socialiste » : le secteur privé soumis aux quotas, le secteur collectif et les exploitations d'État. En dépit de mauvais résultats connus, en 1984, à l'annonce de la famine, le régime socialiste retrouva de vieux réflexes de dissimulation, de seret et de recours à la force, retournant dans le moule de la tradition éthiopienne.

L'Aqänna continuée par d'autres moyens

La famine de 1984, dont l'annonce coïncida avec le dixième anniversaire de la révolution et avec la « découverte » de six millions d'Éthiopiens « supplémentaires » au recensement, fut provoquée par des déficits de précipitations exceptionnels dans le « Croissant aride », les plateaux du Wällo, du Tegré et d'Érythrée (Gallais 1985). Comme Siyaad Barre en 1973, Mängestu voulut profiter de l'affaiblissement du monde rural pour hâter « la fin du mode production paysan » (*sic*). L'État des larges masses reprenait au paysan-koulak-saboteur la terre qu'il lui avait concédée lors de la Réforme agraire de 1975, comme les *negus* le faisaient à l'égard des rebelles. Au Harär, les communautés paysannes durent céder leurs bonnes terres à des coopératives et autour des fermes d'État grandit la crainte des expulsions. Bientôt s'ajouta l'obligation d'accueillir et de prendre en charge les déplacés venus du Nord. Les Amhara-Tegréens, qui avaient combattu la Réforme, rejoignirent alors les maquis. Au Tegré, le Front populaire de libération du Tegré (FPLT) sut abandonner, à temps, son programme « albanais » de collectivisation. Il épousa ainsi la revendication du particularisme foncier, culturel et politique de la province (Gebru 1991).

26. En moyenne 613 millions de *Berr* (1 *Berr* éthiopien = 0,45 \$ US jusqu'en 1992) par an (DESSALEGN 1993).

Depuis les conquêtes de Menilek, environ deux millions d'Amhara-Tégréens ont quitté les hautes terres du Nord. Les experts de l'USAID (l'Agence des États-Unis pour le développement international) avaient étudié, à la demande du gouvernement impérial, un plan visant à diminuer la pression démographique dans le Croissant aride par des migrations vers le Sud. Les militaires socialistes reprirent ce plan, avec la volonté de faire vite afin d'anticiper les critiques internationales et de désamorcer la reprise d'activité des fronts tigréens et érythréens. On piégea des réfugiés par des vidéos dépeignant un pays de cocagne et par des distributions de vivres. On demanda aux *qāhālē* de fournir des contingents de volontaires sans tenir compte des liens familiaux... Comme en Somalie, l'armée de l'air, la compagnie aérienne nationale, et Aeroflot furent mises à contribution. On réquisitionna camions et autocars pour conduire les déplacés dans les sites d'accueil situés dans les régions basses, chaudes et impaludées. Les agro-pasteurs locaux durent céder leurs champs itinérants, leurs pacages et leurs forêts aux défrichements des réinstallés. Les maladies, les retours clandestins et les conflits avec l'armée et avec les autochtones transformèrent cette opération dispendieuse pour le budget éthiopien en fiasco (Prunier 1994 ; Kloos *et al.* 1990). Plus que le scandale suscité par les déplacements, leur coût matériel et humain et leur inefficacité en termes de diminution de la charge démographique entraînèrent leur abandon après qu'un demi-million de « nordistes » aient été réinstallés entre 1986 et 1988 (Pankhurst 1990).

Souvent confondue avec les réinstallations, la « villagisation » reprenait la politique de construction des *kātāma* qui marqua le règne de Menilek. Dès 1985, il fut enjoint aux Oromo du Harär, à la suite des troubles fomentés par le Front de libération des Oromo (FLO) au Čär Čär, de se regrouper dans des nouveaux villages (*addis mändär*) autour de la maison du parti, de l'école, du dispensaire, des boutiques coopératives... Par la suite, la villagisation gagna l'Arsi, couvert de grandes fermes, le Choa, et l'étoile des routes partant d'Addis Abāba (Alemayehu 1990). Les autorités insistèrent sur le réel progrès que représentaient les maisons au toit de tôle, avec plusieurs pièces séparées de l'enclos aux bestiaux, comparées aux huttes²⁷. Souvent le « progrès » fut imposé par des fonctionnaires zélés qui obligèrent les paysans à détruire leurs huttes pour édifier en priorité la maison du parti pendant les périodes de gros travaux et suivant un style architectural qui variait au gré des caprices des chefs. Les Suédois, engagés depuis la fin des années 1960 dans un projet de développement en Arsi, rompirent avec le gouvernement éthiopien devant le coût et la brutalité de la mise en œuvre de la villagisation (Cohen & Isaksson 1987).

La villagisation éthiopienne, qui a touché un tiers de la population rurale, avait, avant tout, une finalité stratégique. Les fermes d'État, qui

27. J'en ai visité au Mécč (125 km à l'ouest d'Addis Abāba) en 1987, ce n'était pas le goulag mais des casernes aux rues bien alignées et bien ordonnées.

jalonnent la route du Rift vers Asäb et gardent les frontières méridionales, procédaient du même souci. Le coût humain ou économique était donc secondaire ; néanmoins, quand il fallut préserver une production éminemment rentable, les militaires furent plus subtils. Ils ne nationalisèrent pas les plantations de café, lequel représente plus de la moitié des recettes de devises à l'exportation, mais diminuèrent, peu à peu, la part, qui, dans le prix de vente, revenait aux producteurs (Eshetu 1990). Mais leur esprit était obscurci par le « barrack socialism » (Markakis 1987) conforté par le dogmatisme, de tradition dans la culture éthiopienne. À la morgue traditionnelle que tout militaire manifestait envers les paysans s'ajoutait le sentiment de supériorité né du contact avec l'éducation « moderne ». Pour ces militaires, la chevauchée des machines agricoles ne rappelle-t-elle pas les manœuvres des divisions blindées ? Dans de telles conditions, il n'était pas facile de remettre en question ce qui apparaissait comme certitudes. Mängestu renonça au *Panzersozialismus* agraire en mars 1990, trop tard, alors que le FPLT avait rendu la terre aux Amhara. En 1991, lors de l'offensive finale sur Addis Abäba, les Oromo restèrent passifs : le sort d'un régime, qui leur avait donné la terre, puis l'avait reprise, et raflait leurs enfants pour le service militaire, les laissait indifférents.

En Somalie, le « socialisme des casernes » a, lui aussi, sévi, relayé par la dérive patrimoniale maffieuse. Siyaad Barre a été séduit par la grande culture mécanisée, par la politique des grands barrages, et son entourage, par l'argent. Il a au moins autant ignoré les droits d'eau et les modes claniques de gestion prudente des pâturages que les militaires éthiopiens auxquels leur tradition enseignait que les pasteurs usurent le sol. Or, Siyaad appartenait au clan-famille des Daarood, le clan peut-être le plus authentiquement porteur des valeurs de la société des éleveurs nomades. À force de jouer sur les divisions claniques, il a rétréci sa base clanique jusqu'à faire de la machine d'État une affaire de famille où chacun se partageait la terre, les usines, les magasins...

Djibouti a moins maltraité ses nomades, mais l'exode rural les a citadinisés, absorbés. Néanmoins, beaucoup de Djiboutiens engagés dans les services informels liés au port et à la base française (coolies, gardiens, domestiques) continuent d'avoir un troupeau familial loué de plus en plus, même à des réfugiés²⁸. Est-ce une forme d'épargne pour les temps difficiles ou est-ce la perpétuation d'un lien avec l'élevage ?

Mängestu Haylä Maryam a-t-il jamais pris au sérieux le discours dépeignant les paysans, qui exploitent une fraction d'hectare, comme des « capitalistes », comme des « petits-bourgeois » en puissance ? Ses conseillers et lui-même n'ont pas saisi comment les nationalismes et les particularismes du Nord s'exprimaient dans ce « féodalisme » rétrograde et

28. Les Oromo venus du Harär sont appréciés et certains ont même introduit l'agriculture en terrasses en pays afar. Témoignage d'Omar Habib, Institut national agronomique Paris-Grignon (INAPG).

honni. Peut-être le *rest*, la tenure lignagère inaliénable, était-il un faux espoir, était-il responsable de l'atomisation des tenures et de la stagnation de la production, mais c'était « a fluid relationship between land, power in the Amhara society » (Hoben 1973 : 243). Si la Réforme agraire de 1975 avait comporté un article unique : « Tout Éthiopien est titulaire d'un *rest* », on peut être sûr que l'avenir de l'Éthiopie en aurait été changé.

Quelles solutions face à la croissance démographique ?

La Corne de l'Afrique, et principalement les hautes terres éthio-érythréennes, représente le deuxième foyer de peuplement, par les effectifs, de l'Afrique subsaharienne. La transition démographique y a démarré tardivement, au milieu des années 1960. Les causes profondes des récentes crises de subsistances sont à rechercher dans la croissance de la population plus rapide que les progrès de la production des denrées alimentaires. La mémoire collective et les documents historiques montrent que, depuis des siècles, les crises reviennent périodiquement avec les guerres et les épidémies comme dans l'Europe du ^{xvii}^e siècle. Elles y jouaient le même rôle ; elles écrêtaient périodiquement la courbe de croissance démographique d'un noyau compact de peuplement (Smeds 1965) sur lequel se brisa l'élan des conquérants, de *Graññ* à Mussolini. Les élites dirigeantes n'ont pas eu la conscience claire que l'écroulement de l'ancien régime politique et foncier avait été accéléré par la fin de l'ancien régime démographique.

Tout rapproche les politiques agraires de la Somalie et de l'Éthiopie, décidées toutes deux en 1975 par des dictatures militaires se réclamant du socialisme scientifique et préparant l'un la récupération de l'Ogaden et l'autre la reconquête de l'Érythrée. Tous les deux organisèrent des campagnes de développement et d'alphabétisation en mobilisant étudiants et professeurs sous le regard vigilant de l'armée. Même si dans un premier temps leur politique apparut « fairly populist and pro-peasant » (Dessalegn 1993 : 274), elle prit ensuite un tour très rude pour les paysans et les éleveurs. Les impôts et les taxes notamment, puis la mobilisation dans les organisations du parti, les déplacements de population..., toutes ces mesures dépassèrent rapidement les exigences des maîtres précédents. Les militaires voulaient faire du « passé table rase » jusque dans les relations sociales et politiques auxquelles ils imposèrent la touche « caserne » des nouveaux villages, pour remplacer la « fluid relationship between land, power » dont parle Hoben (1973). Néanmoins, « the reform swept away many of the root causes of land-related ethnic discontent » note Dessalegn (1993 : 283), et Pausewang (1990b) le remarque également. Pris dans un vertige d'agressivité agraire à la manière des généraux brésiliens, les basses terres « vierges » de la Corne, fécondées par l'irrigation, étant une autre Amazonie, les deux dictateurs ignorèrent ou préférèrent ignorer qu'il n'y

avait pas de « nouvelle frontière ». « There were no large reserves of unutilized land and no latifundia-style plantations » (Dessalegn 1993 : 283). Paysans et éleveurs se détachèrent des régimes militaires en deux temps. D'abord ils constatèrent que la nouvelle loi foncière (ou la révolution verte) « has alienated farmers from their lands » (Roth 1993 : 319), puis ils vérifièrent, en Éthiopie, que « the new system has not been able to accomodate the high rate of population growth, particularly in the Northern region » (Dessalegn 1993 : 286).

L'irrésistible privatisation ?

Une forte pression s'exerce depuis 1991, pour une privatisation des terres en Éthiopie et en Érythrée. C'est le propos de la plupart des auteurs, très sévères à l'égard de la Réforme agraire. Ils déplorent les années 1975-1984 où le slogan : « *Märét lä arra šu !* » (la terre à celui qui la cultive), répété par les étudiants comme une « formule magique » (cf. Pausewang : 1990a ; Shiferaw Bekele : 1992), était la solution de tous les problèmes, notamment celui de l'augmentation de la production. Plus tard, jusqu'à l'échec patent de la politique coercitive, on assurait que la réforme de 1975 avait aggravé le morcellement de la terre (Aster 1982 ; Dessalegn 1984) et fait stagner la production. Tandis que les officiels célébraient les fermes d'État et les réinstallations, les analystes éthiopiens, non sans un certain courage, exposaient les tares fondamentales de la politique officielle : son improvisation et le recours à la force (Dessalegn 1984, 1988). Plus tard, sans doute sous l'influence de la thèse de la « tragédie des terres communales » (Hardin 1968)²⁹, très en vogue chez les développeurs anglo-saxons, les auteurs éthiopiens ont insisté sur la dégradation de l'environnement provoquée par les réinstallations hâtives au Sud (1985-1986) et par la Réforme agraire de 1975 (Daniél 1990). Cette dernière a certes éparpillé un peu plus les parcelles et dilaté marginalement la SAU, mais ses effets sur l'environnement ont été minimes. Selon ce qu'on lit entre les lignes, elle aurait conduit à l'irresponsabilité vis-à-vis des ressources communes. Le remède suggéré est donc la privatisation. En revanche, et ce n'est guère surprenant, trop peu d'auteurs insistent sur les conséquences de la transition démographique. En janvier 1996, j'ai constaté la disparition de nombreux « nouveaux villages » et l'effacement des clairières ouvertes par les paysans déplacés, il y a dix ans, dans les forêts du Wällägga, de l'Ilubabor et du Käfa.

29. Cette thèse suppose qu'on surexploite les terres communes, en anglais *commons*, qui n'appartiennent à personne car elles sont à tout le monde. En dépit de travaux scientifiques qui prouvent son indigence, elle est encore très en vogue car elle conforte les idées reçues et sert l'idéologie des privatisations miracles.

L'étatisation, un moindre mal ?

Il est temps de réhabiliter la Réforme de 1975 qui se propagea dans les campagnes comme une « décharge électrique » (Ståhl 1977). Elle répondait à une demande de dignité et de démocratie agraire et désamorça ainsi les conflits « agraro-ethniques » qui couvaient au Sud. Les communautés rurales manifestèrent, à l'époque, un sens de la solidarité et de la responsabilité qui impressionna tous les témoins (Pausewang 1983 ; Gascon 1983, 1990a ; Faye 1990). Chassés des fonds plats, soumis à une villagisation brutale, les Oromo Qottu du Harär développèrent l'irrigation sur les terrasses, firent trois récoltes de pommes de terre par an, et réussirent à faire face au doublement des densités tout en exportant vers Djibouti (Gascon 1994c).

Les lois agraires promulguées à Addis Abäba et à Asmära³⁰, ne reviennent pas sur l'étatisation de la terre, propriété du « peuple », des nations et des nationalités pour le cas éthiopien. L'État peut exproprier et concéder la terre dans certains cas définis par la loi. En Éthiopie, les concessions attribuées aux Éthiopiens par le régime de Mängestu sont confirmées. Bien que la monoculture mécanisée et étatisée garde des partisans, certaines fermes d'État seront remises aux nouvelles autorités régionales. En Érythrée, le périmètre d'Aligider, quoique envahi par des « squatters », sera exploité directement afin d'alimenter les usines textiles de la capitale (Gascon 1994a).

Dans les deux États on maintient les systèmes traditionnels dans l'attente des décrets précisant les formes nouvelles de tenure. L'accès à la terre est garanti, en usufruit, à tout citoyen et à tout groupe d'éleveurs nomades. En Érythrée, la distribution est décentralisée dans les villages selon le modèle hérité des luttes pour l'indépendance ; en cas de désaccord, il n'y a aucun recours autre que le président (Cubrilo 1995). Rien n'est décidé non plus, quant aux parcours des pasteurs convoités par les sédentaires désireux de prendre leur revanche sur leurs anciens maîtres (*ibid.*). La situation est tendue car le Soudan soutient et abrite sur son territoire certains groupes d'éleveurs Beni-Amer musulmans impliqués dans les récents incidents de frontière.

Pour le moment, le *statu quo* règne en Érythrée et en Éthiopie : il est nécessaire pour hâter la convalescence du monde paysan qui se remet de lourdes épreuves. Même dans les bonnes années, la récolte sera globalement insuffisante. La situation pourrait peut-être s'améliorer si les quelques surplus du sud de l'Éthiopie étaient acheminés au nord et en Érythrée, chroniquement déficitaires. En Somalie, une fois la paix revenue (?), il sera urgent de réhabiliter les techniques traditionnelles d'irrigation et de

30. Je dispose du texte en anglais de la Constitution éthiopienne grâce à M. Claude Perrichet que je remercie vivement. Seule la version de la loi en tigreña est parue en Érythrée. Cf. PIOVÉSAN (1995) et CUBRILLO (1995).

culture de décrue, sans doute moins « primitives » qu'on ne l'a dit, pour justifier l'extension des périmètres irrigués qui alimentent la spéculation des citadins. En Éthiopie, également, autour de la capitale, des projets agricoles financés par des entrepreneurs urbains ne sont freinés que par la crainte du gouvernement de voir les paysans, qui auraient vendu leur terre, déferler sur Addis Abäba et grossir la masse des miséreux³¹.

IUFM de l'Académie de Créteil. Centre d'études africaines (CNRS/EHESS), 1996.

BIBLIOGRAPHIE

Selon l'usage, les auteurs éthiopiens, érythréens, somaliens et djiboutiens sont classés à l'initiale du nom qui apparaît en premier, le deuxième nom est généralement celui du père.

Pour une bibliographie plus complète, voir : ADEN MOHAMED DILLEYTA (1987), GASCON (1983, 1990a, 1994a, 1995a et b), PIOVÉSAN (1995).

ADEN MOHAMED DILLEYTA

1987 *Les problèmes de la famine et l'aide internationale en Éthiopie (1984-1986)*, thèse, Paris, Centre d'études préparatoires aux organisations internationales.

1989 « Les Afars : la fin du nomadisme », *Politique africaine*, numéro spécial, « États et sociétés nomades », 34, juin : 51-62.

ALEMAYEHU LIRENSO

1988 « Grain Marketing in Post-1974 Ethiopia : Problems and Prospects », in TADDESSE BAYENE, ed., *Proceedings of the 8th International Conference of Ethiopian Studies* (Addis Ababa, 26-30 nov. 1984), Huntington (GB), Elm Publications : 391-403.

1990 « Villagization : Policies and Prospects », in S. PAUSEWANG, F. CHERU *et al.*, eds, *Ethiopia : Options for Rural Development*, London, Zed Books : 135-143.

AMBAYE ZEKARIAS

1966 *Land Tenure in Eritrea (Ethiopia)*, Addis Ababa, Addis Printing Press.

Annali...

1938-1943 *Gli Annali dell'Africa italiana*, Verona-Roma, Mondadori, Ministero dell'Africa Italiana.

31. Témoignage de J. Bureau (Maison des études éthiopiennes, Addis Abäba).

ASTER AKALU

- 1982 *The Process of Land Nationalization in Ethiopia : Land Nationalization and the Peasants*, Lund, Gleerup, Regiae societatis humanorum litterarum lundensis.

AWASH RIVER...

- 1966 « Awash River Basin. Summary of the General Report on the Survey of the Awash River Basin », *Ethiopian Geographical Journal*, IV (2), December.

BARBARY, B.

- 1990 « Éthiopie, révolution, famine : quel chemin l'Éthiopie rurale a-t-elle donc parcouru depuis 1974-75 ? », in J. TUBIANA, ed., *La révolution éthiopienne comme phénomène de société*, Paris, L'Harmattan (« Bibliothèque Peiresec » 8) : 25-42.

BAXTER, P. T. W.

- 1983 « The Problem of the Oromo », in I. M. LEWIS, ed., *Nationalism and Self-Determination in the Horn of Africa*, London, Ithaca Press : 129-150.

BEFEKADU DEGEFE & TSEFAYE TAFESSE

- 1990 « The Marketing and Pricing of Agricultural Products », in S. PAUSEWANG, F. CHERU *et al.*, eds, *Ethiopia : Options for Rural Development*, London, Zed Books : 111-120.

BERHANOU ABBEBE

- 1971 *Évolution de la propriété foncière au Choa (Éthiopie) du règne de Ménélik à la Constitution de 1931*, Paris, Paul Geuthner.

BONDESTAM, L.

- 1974 « People and Capitalism in the North-Eastern Lowlands of Ethiopia », *Journal of Modern African Studies*, XII (3-4) : 423-439.

BOUSTANI, R. & FARGUES, J. Y.

- 1990 *Atlas du monde arabe. Géopolitique et société*, Paris, Bordas.

BRÛNE, S.

- 1990 « The Agricultural Sector », in S. PAUSEWANG, F. CHERU *et al.*, eds, *Ethiopia : Options for Rural Development*, London, Zed Books : 15-29.

CAPUTO, R.

- 1993 « Tragedy Stalks the Horn of Africa », *National Geographic*, 184 (2) : 88-121.

CAHSAI BERTANE & CAHSAI-WILLIAMSON, E.

- 1985 *Érythrée : un peuple en marche (19^e-20^e siècles)*, Paris, L'Harmattan (« Racines du présent »).

CASSANELLI, L. V.

- 1982 *The Shaping of Somali Society : Reconstructing the History of a Pastoral People, 1600-1900*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

CASTAGNO, M.

- 1975 *Historical Dictionary of Somalia*, Metuchen (NJ), The Scarecrow Press (« African Historical Dictionaries » 6).

The Challenges...

- 1985 *The Challenges of Drought. Ethiopia's Decade of Struggle in Relief and Rehabilitation*, Addis Ababa-London, The Relief and Rehabilitation Commission (RRC) and H. & L. Communications Ltd.

COHEN, J. M. & ISAKSSON, N. I.

- 1987 *Villagization in the Arsi Region of Ethiopia* (Report prepared by SIDA Consultants to the Ethio-Swedish Mission on Villagization in Arsi Region, December 1-14, 1986), Uppsala, Swedish University of Agricultural Sciences, International Rural Development Centre.

COHEN, J. M. & WEINTRAUB, D.

- 1975 *Land and Peasants in Imperial Ethiopia. The Social Background to a Revolution*, Assen, Van Gorcum.

Commercial Farms...

- 1973 *Commercial Farms and Agri-Business Firms, 1973-1974*, Addis Ababa, Ethiopian Chamber of Commerce, Directory of Agriculture.

CUBRILO, M.

- 1995 « La politique foncière entre revendications paysannes et rationalité économique », Journée d'études organisée par M. LAVERGNE : *L'Érythrée. Un nouvel État face aux défis du développement*, Tours (28 septembre), Urbama et Alliance française d'Asmara.

DANIEL GAMACHU

- 1990 « Environment and Mass Poverty », in S. PAUSEWANG, F. CHERU *et al.*, eds, *Ethiopia : Options for Rural Development*, London, Zed Books : 164-173.

DECREANE, P.

- 1977 *L'expérience socialiste somalienne*, Paris, Berger-Levrault (« Tiers Monde en bref »).

DESSALEGN RAHMATO

- 1984 *Agrarian Reform in Ethiopian*, Uppsala, Nordiska Afrinkainstitutet.
- 1986 « Moral Crusaders and Incipient Capitalists : Mechanized Agriculture and its Critics in Ethiopia », in *Proceedings of the 3rd Annual Seminar of the Department of History*, Addis Ababa University : 69-90.
- 1988 « Some Notes on Settlement and Resettlement in Mettekel Awraja (Gojjam Province) », in *Proceedings of the 9th International Congress of Ethiopian Studies (Moscow, 26-29 August 1986)*, Moscow, USSR Academy of Science, African Institute, Nauka Publishers, Central Department of Oriental Literature, t. 1 : 116-134.
- 1990 « Cooperatives, State Farms and Smallholder Production », in S. PAUSEWANG, F. CHERU *et al.*, eds, *Ethiopia : Options for Rural Development*, London, Zed Books : 100-110.

- 1993 « Land, Peasants, and the Drive for Collectivization in Ethiopia », in T. J. BASSET & D. E. CRUMMEY, eds, *Land in African Agrarian Systems*, Madison, University of Wisconsin Press : 274-297.

ESHETU CHOLE

- 1990 « Agriculture and Surplus Extraction », in S. PAUSEWANG, F. CHERU *et al.*, eds, *Ethiopia : Options for Rural Development*, London, Zed Books : 89-99.

Ethiopia

- 1984 *Ethiopia 1984. Population and Housing Census Preliminary Report*, Addis Ababa, Office of the Population and Housing Census Commission, I (1), September.

Ethiopia Statistical...

- 1971 *Ethiopia Statistical Abstract 1970*, Addis Ababa, Central Statistical Office (CSO), Imperial Ethiopian Government.

FAYE, B.

- 1990 *Éleveurs d'Éthiopie*, Paris, Karthala.

GALLAIS, J.

- 1985 « Sécheresse, famine, État : le cas de l'Éthiopie », *Hérodote*, 39, oct.-déc. : 60-87.
- 1989 *Une géographie politique de l'Éthiopie. Le poids de l'État*, Paris, Économica (« Liberté sans frontières »).

GASCON, A.

- 1983 *Identité culturelle et contrôle de la terre, le pays Méçça (Éthiopie du Centre ouest) de l'Ancien Régime à la Révolution*, Thèse de III^e cycle, Université de Paris-I.
- 1987 [1989] « Le sabre et le tracteur. Les fermes d'État dans l'agriculture de l'Éthiopie socialiste », *Bulletin des Études africaines de l'Inalco*, VII (13-14) : 237-248.
- 1989 « Les "bastides" d'Éthiopie. Les villes fortes de Menilek dans le sud de l'Éthiopie et l'urbanisation contemporaine », in B. ANTIEAUME, C. BLANC-PAMARD *et al.*, eds, *Tropiques. Lieux et liens. Florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*, Paris, Orstom (« Didactiques ») : 435-444.
- 1990a « Les réformes agraires, 1974-1984 », in J. TUBIANA, ed., *La révolution éthiopienne comme phénomène de société*, Paris, L'Harmattan (« Bibliothèque Peiresec » 8) : 43-61.
- 1990b « La Somalie éclatée : crise de régime ou crise d'identité nationale », *Islam et Sociétés au Sud du Sahara*, IV : 47-55.
- 1992 « Crise nationale et crise spatiale en Somalie », *Refuge*, XII (15), nov.-déc. : 14-20.
- 1994a « Les enjeux des aménagements hydro-agricoles en Éthiopie et en Érythrée », *Les Cahiers de la Recherche, Développement*, 38, dossier : Systèmes irrigués : 33-48.

- 1994b « Le miracle de l'ensât. Géographie d'une plante peuplante », in BAHRU ZEWDE, ed., *Proceedings of the 11th International Conference of Ethiopian Studies*, Addis Ababa, Institute of Ethiopian Studies, t. 1 : 81-99.
- 1994c « Intégration économique, intégration nationale et irrédentisme : le Harär, la rivalité somalo-éthiopienne et l'emprise de Djibouti », *Northeast African Studies*, XIII (2-3) : 51-67.
- 1995a *La Grande Éthiopie, une utopie africaine*, Paris, CNRS Éditions (« Espaces et milieux »).
- 1995b « Les enjeux fonciers en Éthiopie et en Érythrée (de l'ancien régime à la révolution) », in C. BLANC-PAMARD & L. CAMBRÉZY, eds, *Dynamique des systèmes agraires. Terre, terroir, territoire. Les tensions foncières*, Paris, Éditions de l'Orstom-Centre d'études africaines (« Colloques et séminaires ») : 361-392.

GASCON, A., PILLOT, D. & WIBAUX, H.

- 1987 « Paysans et cadres de développement en Éthiopie. Réflexions sur une expérience de formation d'agronomes », in C. BLANC-PAMARD, ed., *Dynamique des systèmes agraires. Le développement rural. Comprendre pour agir*, Paris, Éditions de l'Orstom-Centre d'études africaines (« Colloques et séminaires ») : 153-170.

GEBRU TAREKE

- 1991 *Ethiopia : Power and Protest. Peasants Revolts in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press (« African Studies Series » 71).

GILKES, P.

- 1975 *The Dying Lion : Feudalism and Modernization in Ethiopia*, London, J. Friedman Publishers.

GOUROU, P.

- 1970 *L'Afrique*, Paris, Hachette.

GRAY, A. J. Jr.

- 1989 « The Economy of the Somali Democratic Republic in the 1980s », *Ufuhamu*, XVII (2) : 118-137.

Guida d'Italia

- 1938 *Guida d'Italia della Consociazione Turistica Italiana*, Milano, Africa Orientale Italiana.

HAILE YESUS ABEGAZ

- 1982 *The Organization of State Farms in Ethiopia after the Land Reform of 1975 : Planning, Realization, Potential and Problems*, Saarbrücken-Fort Lauderdale, Breitenbach Verlag (« Sozialökonomische Schriften zur Agrarentwicklung » 46).

HAILU WOLDE EMMANUEL

- 1964 « Concession Agriculture in Eritrea », *Ethiopian Geographical Journal*, II (1), June : 35-44.

HARDIN, G.

1968 « The Tragedy of the Commons », *Science*, n° 162 : 1243-1248.

HOBEN, A.

1973 *Land Tenure among the Amhara of Ethiopia. The Dynamics of Cognatic Descent*, Chicago-London, The University of Chicago Press.

HOLMBERG, J.

1977 *Grain Marketing and Land Reform in Ethiopia. An Analysis of the Marketing and Pricing of Food Grains in 1976 after the Land Reform*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet (« Research Report » 41).

HUFFENAGEL, H. P.

1961 *Agriculture in Ethiopia*, Roma, Food and Agriculture Organization (FAO).

JANZEN, J.

1986 « Ländliche Entwicklung in Somalia. Strukturen, Probleme, Tendenzen », *Geographische Rundschau*, XXXVIII (11) : 557-564.

KLOOS, H. & AYNELEM ADUGNA

1989 « The Ethiopian Population : Growth and Distribution », *Geographical Journal*, 155 (part 1) : 33-51.

KLOOS, H., TUFA ABATE *et al.*

1990 « Social and Ecological Aspects of Resettlements and Villagization among the Konso of Southwestern Ethiopia », *Disasters*, XIV (14) : 309-321.

LABAHN, T., ed.

1984 *Aspects of Development*, Proceedings of the 2nd International Congress of Somali Studies (Universität Hamburg, Aug. 1-6, 1983), vol. III, Hamburg, Helmut Buske.

LAFFIN, D. D. & SAMATAR, S. S.

1987 *Somalia : Nation in Search of a State*, Boulder, Westview Press ; London, Gower.

LECOMTE, G.

1986 « Utopismes et transferts de population en Éthiopie », *Esprit*, juin : 45-52.

LEFORT, R.

1981 *Éthiopie, la révolution hérétique*, Paris, Maspero (« Cahiers libres » 362).

LE HOUEROU, F.

1994 *L'épopée des soldats de Mussolini en Abyssinie, 1936-1938. Les « Ensablés »*, Paris, L'Harmattan.

LEVINE, D. N.

1972 *Wax and Gold. Tradition and Innovation in Ethiopian Culture*, Chicago, The University of Chicago Press (1^{re} éd. 1965).

LEWIS, I. M.

- 1988 *A Modern History of Somalia. Nation and State in the Horn of Africa*, Boulder, Westview Press (1^{re} éd. 1982).

MAHTEME SELLAŠE WOLDE MESKEL

- 1957 « The Land System of Ethiopia », *Ethiopia Observer*, I (9), p. 170.
 1960 *Le régime foncier en Éthiopie* (trad. fr^{ce}), Addis Abeba.

MARCUS, H. G.

- 1975 *The Life and Times of Menelik II. Ethiopia, 1844-1913*, Oxford, Clarendon Press.

MARKAKIS, J.

- 1974 *Ethiopia. Anatomy of a Traditional Polity*, Oxford, Clarendon Press.
 1987 *National Conflict and Class Conflict in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press (« African Studies Series » 55).
 1989 « The Ishaq-Ogaden Dispute », in A. HJORT AF ORNÄS & M. A. MOHAMED SALIH, eds, *Ecology and Politics*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet.

MCCLELLAN, C. W.

- 1988 *State Transformation and National Integration : Gedeo and the Ethiopian Empire, 1895-1935*, East Lansing, Michigan State University, African Studies Center.

MESFIN WOLDE MARIAM

- 1972 *An Introductory Geography of Ethiopia*, Addis Ababa, Berhanena Selam HSI Printing Press.
 1984 *Rural Vulnerability to Famine in Ethiopia, 1958-1977*, New Delhi-Addis Ababa, Vikas Publishing House & Addis Ababa University.

Ministry...

- 1984 *Ministry of State Farm Development, its Role, Organization, Present and Future Activities*, Addis Ababa.

MOHAMMED HASSEN

- 1990 *The Oromo of Ethiopia. A History, 1570-1860*, Cambridge, Cambridge University Press (« African Studies Series » 66).

National Atlas...

- 1988 *National Atlas of Ethiopia*, Addis Ababa, Ethiopian Mapping Authority.

OTTAWAY, M. & OTTAWAY, D.

- 1978 *Ethiopia : Empire in Revolution*, New York-London, Africana Publishers Company.

PANKHURST, A.

- 1990 « Resettlement : Policy and Practice », in S. PAUSEWANG, F. CHERU *et al.*, eds, *Ethiopia : Options for Rural Development*, London, Zed Books : 121-134.

PAUSEWANG, S.

- 1983 *Peasants, Land and Society. A Social History of Land Reform in Ethiopia*, München-Köln-London, Weltforum Verlag, IFO-Institut für Wirtschaftsforschung (« München Afrika-Studien »).
- 1990a « Meret Le Arrashu », in S. PAUSEWANG, F. CHERU *et al.*, eds, *Ethiopia : Options for Rural Development*, London, Zed Books : 38-48.
- 1990b « The Peasant Perspective », *ibid.* : 213-226.

PAUSEWANG, S., CHERU, F. *et al.*, eds

- 1990 *Ethiopia : Options for Rural Development*, London, Zed Books.

PERHAM, M. & CLAPHAM, C.

- 1969 *The Government of Ethiopia*, London, Faber & Faber (1^{re} éd. 1948).

PIOVÉSAN, M.

- 1995 *Formation et colonisation du territoire. La concession d'Elaberet d'avant le Derg (1904-1975)*, DEA « Géographie et pratique du développement dans le Tiers-Monde », Université de Paris-I.

PRUNIER, G.

- 1994 « Population Resettlement in Ethiopia : the Financial Aspect », in *Études éthiopiennes*, Actes du 10^e Congrès international des études éthiopiennes, Paris, 20-26 août 1988, Paris, Société française d'études éthiopiennes (SFEE) : 683-689.

ROTH, M.

- 1993 « Somalia Land Policies and Tenures Impacts : The Case of the Lower Shebelle », in T. J. BASSET & D. E. CRUMMEY, eds, *Land in African Agrarian Systems*, Madison, University of Wisconsin Press : 298-325.

SCHWAB, P.

- 1972 *Decision-making in Ethiopia : a Study of the Political Process*, London, C. Hurst & Co.

SHIFERAW BEKELE

- 1992 « Rethinking Land Tenure in Ethiopia », Séminaire de l'Inalco, 16 nov.

SIMOONS, F. J.

- 1960 *Northwest Ethiopia : Peoples and Economy*, Madison, University of Wisconsin Press.

SMEDS, H.

- 1965 « The Population Capacity of the Ethiopian Highlands », in *Compte rendu du XVII^e Congrès international de géographie (Rio de Janeiro, 1956)*, Rio de Janeiro, Union géographique internationale, t. III : 465-473.

STAHL, M.

- 1973 *Contradictions in Agricultural Development. A Study of three Minimum Package Projects in Southern Ethiopia*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet (« Research Report » 14).

1977 *New Seeds in Old Soil. A Study of the Land Reform in Western Wollega, Ethiopia, 1975-1976*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet (« Research Report » 40).

STIELHER, W.

1948 « Studien zur Landwirtschaftu. Siedlungsgeographie Äthiopiens », *Erdkunde*, II : 257-282.

Survey...

1965 *Survey of the Awash River Basin*, Roma, Food and Agriculture Organization (FAO).

TEKESTE NEGASH

1986 « Pax Italica and its Ethiopian Enemies, 1936-1940 », in D. EECKAUTE & M. PERRET, eds, *La guerre d'Éthiopie et l'opinion mondiale, 1934-1941*, Actes du colloque de l'Inalco, 14 déc. 1984, Paris, Inalco : 29-54.

WOOD, A. P.

1985 « Population Redistribution and Agricultural Settlement Schemes in Ethiopia, 1958-1980 », in J. I. CLARK, M. KHOGALI & L. A. KOSINKI, eds, *Population and Development Projects in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.

RÉSUMÉ

La Corne de l'Afrique est bouleversée, depuis plus de vingt ans, par des crises politiques, claniques et « ethniques » sur un fond de sécheresses récurrentes provoquant disettes et famines. L'article propose une analyse comparative des révolutions et des réformes agraires en Somalie, en Éthiopie et en Érythrée, souvent présentées hâtivement comme des copies « africaines » du système soviétique. Les systèmes traditionnels de tenure, qui, en Éthiopie, ont échappé à l'impact des colonisations européennes, écartaient les pouvoirs politiques de la transmission et de l'attribution des tenures. Les régimes militaro-marxistes, urbains, ont voulu contrôler les paysans et les éleveurs en s'octroyant le droit de donner et de reprendre la terre. Ils ont profité de l'affaiblissement des sociétés rurales fragilisées par les sécheresses pour les déposséder et mieux relever, disaient-ils, le défi de la croissance de la population. La détérioration continue de la situation alimentaire, les déplacements forcés de population et la reprise des combats ont détaché de la population des régimes autoritaires qui avaient proclamé la réforme agraire. Les autorités nouvelles annoncent la privatisation prochaine des terres tout en s'efforçant de maintenir un secteur étatisé. Pour le moment, les gouvernements maintiennent le statu quo craignant les troubles agraires et l'accélération de l'exode rural : le contrôle de la terre reste entre les mains des communautés locales.

ABSTRACT

Land and people in the Horn of Africa. — For more than 20 years now, the Horn of Africa has been disrupted by political, clannish and « ethnic » crises against a

backdrop of recurrent droughts that have brought along food shortages and famines. A comparative analysis is proposed of land reforms and revolutions in Somalia, Ethiopia and Eritrea, which are often hastily presented as « African » copies of the Soviet system. Traditional systems of land tenure (which, in Ethiopia, were not affected by European colonization) kept political authorities out of matters related to the transmission and attribution of tenures. By seizing the right to give and take back land, Marxist, military -urban- governments wanted to have a grip over the people who raised livestock or worked the land. Taking advantage of the fact that droughts had weakened rural societies, these governments took the land in order to -they claimed- to better deal with population growth. The ever worsening food situation, the forced displacement of people and the resumption of combat led to a break between the people and the authoritarian governments that had proclaimed land reform. New authorities have announced that land will soon be privatized, although they are also trying to retain a state-owned sector. For the time being, governments are maintaining the *status quo*; for they fear agrarian unrest and an ever growing emigration from rural areas. Control of the land still lies in the hands of local communities.

Mots-clés/Key Words : Corne de l'Afrique, clan, féodalité, lignage, réforme agraire, révolution, système d'élevage, système de tenure/Horn of Africa, clan, feudalism, land reform, land tenure, lineages, livestock and farming systems, revolution.